

Le cannabis «médical» – signe avant-coureur de la légalisation

La dépénalisation/légalisation/régulation des produits dérivés du cannabis est revendiquée en Suisse et dans d'autres pays occidentaux depuis plus de 40 ans. L'utilisation récréative a déjà été légalisée dans une douzaine d'Etats américains, en Uruguay et au Canada. Dans notre pays, cette demande a, à juste titre, été rejetée par le peuple à l'occasion de divers votes populaires organisés sur le plan fédéral. Avec le soutien complaisant de la plupart des médias, divers groupes d'intérêts et représentants des milieux sociaux, politiques et économiques exercent pourtant à l'heure actuelle une pression accrue pour que la Suisse prenne quand même cette direction.

Dès lors que le lobby de la légalisation de la drogue possède d'excellents réseaux au niveau international, il vaut la peine de jeter un coup d'œil à l'étude américaine de 2017 «*Tracer les origines de l'argent servant à légaliser le cannabis et pourquoi cela est important*».

L'étude de la *National Families in Action* (NFIA) démontre bien comment trois milliardaires américains qui prônent le cannabis comme produit d'agrément légal, ont manipulé pendant plus d'une décennie les votes dans 16 Etats américains en persuadant les électeurs de légaliser le cannabis médical. – NFIA est un organisme à but non lucratif basé à Atlanta, fondé en 1977 pour aider les parents à empêcher leurs enfants de consommer de l'alcool, du tabac et d'autres drogues. (www.nationalfamilies.org)

Le rapport démontre la stratégie qui consiste à utiliser le cannabis «médical» pour en faire le précurseur de la légalisation générale du cannabis. Il décrit comment le financier *George Soros*, le magnat de l'assurance *Peter Lewis* et le baron de l'éducation à but lucratif *John Sperling* (et les organisations financées par eux-mêmes et leurs familles) ont systématiquement sapé la résistance au cannabis tout en niant que la légalisation de la consommation récréative était leur véritable objectif.

Ils ont menti sur les bienfaits du cannabis pour la santé, exploité les espoirs des malades, ignoré les faits scientifiques et les conseils de la communauté médicale et miné la protection des consommateurs au profit de médicaments dangereux et inefficaces. L'étude montre qu'une fois que les trois milliardaires avaient atteint leur objectif (au Colorado et à Washington à partir de 2012), ils n'ont utilisé leurs fonds que pour développer l'idée d'une légalisation généralisée. En 2014 et 2016, ils ont donné 44 millions de dollars pour développer des actions en faveur de la légalisation de l'utilisation récréative en Alaska, en Oregon, en Californie, en Arizona, au Nevada, au Massachusetts et au Maine. Ce n'est qu'en Arizona que les électeurs ont pu repousser cette attaque.

Le document révèle un troublant parallèle entre l'industrie du cannabis et celle du tabac. Les deux se sont en effet fortement développées parce qu'elles tablent avec cynisme sur cette réalité que leurs produits allaient créer une dépendance auprès de nombreux jeunes qui deviendraient ainsi des consommateurs pendant de longues années. Comme la consommation de tabac, la propagation de l'usage du cannabis aura divers effets négatifs dans les domaines de la santé, de la sécurité et de la finance.

«Les Américains ont déjà été fortement confrontés aux effets tragiques du tabagisme et aux pratiques trompeuses de l'industrie du tabac. Rendre légal le cannabis comme une autre drogue addictive libère des activités entrepreneuriales permettant de gagner des milliards de dollars aux dépens de grandes souffrances humaines, d'objectifs de vie non atteints, de maladies et de décès», a déclaré Sue Rusche, présidente de National Families in Action. «Si les gens comprenaient vraiment que le cannabis peut causer des problèmes cognitifs, de sécurité et de santé mentale tout en rendant dépendant, et que les taux de dépendance peuvent être trois fois plus élevés que ceux rapportés, ni les électeurs ni les législateurs ne légaliseraient le cannabis.»

Depuis plus de 20 ans, l'association «Jeunesse sans drogue» s'engage à protéger les enfants, les adolescents et les jeunes adultes contre les dangers de la consommation de stupéfiants. Nous continuerons à nous engager pour une politique responsable et humaine de la drogue en offrant des informations factuelles et des activités utiles.

Verena Herzog
Conseillère nationale
Présidente de l'association

Jean-Paul Vuilleumier
Secrétaire de l'association